

Gold in the Service of the Developing Countries: A Financial Plan, par ANGELOS ANGELOPOULOS. Un vol., 5⁵/₈ po. x 8³/₈, broché, 129 pages. — NAGEL PUBLISHERS, Geneva, Paris, Munich, 1969

Michel A. Katz

Volume 45, numéro 3, octobre–décembre 1969

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003750ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003750ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Katz, M. A. (1969). Compte rendu de [*Gold in the Service of the Developing Countries: A Financial Plan*, par ANGELOS ANGELOPOULOS. Un vol., 5⁵/₈ po. x 8³/₈, broché, 129 pages. — NAGEL PUBLISHERS, Geneva, Paris, Munich, 1969]. *L'Actualité économique*, 45(3), 572–573. <https://doi.org/10.7202/1003750ar>

moyen pouvait varier entre 1 p.c. dans l'industrie du caoutchouc et 67 p.c. dans celle du cuir. Dans d'autres domaines de l'économie canadienne, la contribution directe des acquisitions d'entreprises à propriété étrangère était de 38 p.c. dans le secteur des transports et moins de 6 p.c. dans celui des mines, de la construction, du commerce et de la finance.

L'étude de Reuber et Roseman s'attache aux principaux facteurs qui expliquent ces vagues de « *take-over* ». Il serait intéressant de compléter cette analyse par une étude détaillée d'un certain nombre de ces achats du point de vue des changements que les transactions ont pu provoquer quant au personnel, aux méthodes de production et de gestion, aux politiques générales d'approvisionnement, de vente, de recherche, etc., qui ont fait l'objet d'un achat.

Bernard Bonin

Gold in the Service of the Developing Countries : A Financial Plan, par ANGELOS ANGELOPOULOS. Un vol., 5½ po. x 8¾, broché, 129 pages. — NAGEL PUBLISHERS, Geneva, Paris, Munich, 1969.

L'auteur s'efforce, dans cet ouvrage, d'établir un lien entre la réforme du système monétaire international et le financement du développement des pays pauvres.

Il part de la constatation que l'écart entre pays industrialisés et pays en voie de développement ne cesse de s'accroître. Durant la décennie 1960-1970, le revenu par tête a augmenté de 70 dollars dans les premiers, et de 6 dollars seulement dans les seconds. Cela résulte pour lui de deux causes principales : l'augmentation forte de la productivité et la faible croissance de la population dans les pays riches ; la détérioration constante des termes de l'échange des produits primaires par rapport aux produits manufacturiers. Ce deuxième facteur est en fait discutable, et l'évolution des termes de l'échange de chaque produit primaire en longue période est très variable.

La manière dont le développement est actuellement financé ne peut permettre de réduire cet écart qui, d'ici l'an 2000, sera dix-huit fois plus grand. Elle entraîne, en effet, un endettement croissant des pays pauvres dont la dette externe s'élevait, en 1968, à 38,5 milliards de dollars, le service des prêts absorbant 40 p.c. des entrées de capitaux nouveaux. Dans la poursuite des conditions actuelles, le service de la dette devrait représenter 60 p.c. des entrées brutes de dons et de prêts en 1985.

L'auteur propose donc de consolider la dette existante, et surtout d'adopter un nouveau système de financement : 50 milliards de dollars seraient mis à la disposition des pays en voie de développement pour la décennie 1970-1980, dont 15 durant la 1^{ère} période 1970-1975. Les deux tiers de ces capitaux seraient prêtés sans intérêt aux pays à revenu les plus bas, et un tiers à un taux de 3 p.c. aux pays à revenu moyen. Le remboursement s'étalerait sur une période de 30 ans, et le système serait géré par la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement ou l'une de ces agences. Ces pro-

positions n'ont en soi rien d'original et se rapprochent de celles qui ont été faites par M. Horowitz, il y a quelques années, d'après lesquelles la B.I.R.D. emprunterait un volume de capitaux plus élevé sur le marché pour les mettre à la disposition des pays pauvres à un taux faible. Ce sont les pays riches qui supporteraient la bonification des taux d'intérêt.

Mais l'apport de l'auteur est de proposer que ces fonds soient obtenus en taxant les profits résultant d'une réévaluation de l'or. À la suite du doublement du prix de l'or, un tiers des gains des banques centrales seraient consacrés à un Fonds de Développement, alimenté également par une taxe de 25 p.c. sur les ventes d'or réalisées par les particuliers, durant les 8 années suivant la réévaluation.

Ce projet séduisant ne reçoit cependant aucune justification économique, et soulève deux problèmes.

— Pourquoi faut-il augmenter le prix de l'or ? À cette question l'ouvrage n'apporte aucune réponse valable. Ce n'est pas, en effet, parce que tous les prix ont augmenté depuis 1934, qu'il faut réévaluer l'étalon à partir desquels ils sont mesurés. De plus, il n'est pas certain que l'augmentation du prix de l'or entraîne une hausse sensible de sa production, et exerce ainsi des effets expansionnistes sur l'économie mondiale. Diverses études montrent que la production d'or s'élèverait légèrement dans les deux ou trois années suivant la réévaluation, puis reviendrait à son niveau actuel, à la suite de la croissance des coûts d'exploitation¹.

Plusieurs arguments peuvent, au contraire, être avancés à l'encontre d'un doublement immédiat du prix de l'or : une telle mesure qui favorisera surtout les deux grands producteurs d'or sur le plan mondial, l'Afrique du Sud et l'Union Soviétique, renforcera la spéculation privée à long terme. Dans l'immédiat, elle se traduira par une « déthésaurisation » massive dont les effets ne peuvent être supprimés par une taxe de 25 p.c.

— Les pays en voie de développement peuvent-ils vraiment bénéficier d'une augmentation du prix de l'or ? À la fin de l'année 1968, les réserves officielles en or détenues par les pays occidentaux s'élevaient à 31,350 millions de dollars, et celles qui étaient détenues par l'ensemble des pays en voie de développement, à 3,420 millions de dollars. Même si un tiers des profits de la réévaluation va aux pays en voie de développement, ce sont néanmoins les pays industriels qui en tireront le plus grand bénéfice. Ces propositions sont donc doublement contestables car elles ne font pas disparaître l'impact inflationniste de la réévaluation dans les pays développés, et ne représenteront finalement qu'un montant de ressources additionnelles négligeable pour les pays pauvres.

Ce projet qui soulève en outre de nombreuses difficultés d'application ne nous semble pas constituer une solution valable pour les pays en voie de développement.

Michel A. Katz

1. Hinshaw (Randall), Editor, *Monetary Reform and the Price of Gold: Alternative Approaches*. The Johns Hopkins Press, Baltimore, mars 1967, pp. 110-115.